



Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)

République Démocratique du Congo (RDC)

RAPPORT FINAL DU PROJET NJIA ZA MAKUBALIANO COUVRANT LA PÉRIODIQUE D'OCTOBRE 2016 A DECEMBRE 2018

Titre du Programme : Les chemins vers les Accords « Njia za Makubaliano »	Numéro du Programme (le cas échéant) Numéro de référence du projet au MPTF :
Entités participantes de l'ONU : Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre du Programme :	Partenaires d'exécution : INTERNATIONAL ALERT ; POLE INSTITUTE ; ASP et AAP
Budget total du Programme (en USD) : Fonds de Cohérence pour la Stabilisation : 1 869 159\$ Contributions propres : Autres Contributions :	Durée du Programme : Durée totale : (27 mois avec une extension sans coûts de 3 mois) Date de démarrage : (01/10/2016) Date de fin prévue à l'origine : (30/09/2018) Date de fin actuelle : (31/12/2018)
Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours Évaluation du rapport à mi-parcours - <i>veuillez joindre le document le cas échéant</i> Oui Non Date : x Évaluation finale – <i>veuillez joindre le document le cas échéant</i> Oui Non Date :	Rapport soumis par : Nom : CHRISTINE BUESSER Titre : DIRECTRICE NATIONAL Organisation participante (principale): INTERNATIONAL ALERT E-mail : cbuesser@international-alert.org Nom : NENE MORISHO Titre : COORDINATEUR Organisation participante : POLE INSTITUTE E-mail : nene.morisho@pole-institute.org

TABLE DE MATIERES

PARTIE 1 – LES PROGRES.....	3
Objectif Spécifique - Les acteurs aux conflits s’engagent et participent activement dans le processus de dialogue démocratique dans la zone du projet.	3
Résultat 1. Les mécanismes participatifs de pilotage sont établis et opérationnels.....	4
Produit 1.1. Les connaissances et capacités des membres des structures de dialogues et transformation de conflits sont accrues.....	7
Produit 1.2. Les structures de dialogues et de transformation de conflits sont appuyées..	7
Produit 1.3. Les connaissances de la population sur les actions de dialogues et transformation de conflits sont accrues.....	9
Résultat 2. – Les plans d'actions conjoints sont mis en œuvre.....	10
Produit 2.1. Les engagements (Accords) issus des dialogues précédents sont actualisés	12
Produit 2.2. Une recherche action participative sur les dynamiques des conflits est réalisée en chefferie de Bwito.....	12
Produit 2.3 Les Plans d’action conjoints sensibles au genre sont développés et approuvés par les représentants des communautés et les autorités.....	13
Résultat 3 – Les acteurs clés au niveau provincial et national sont mobilisés	14
Produit 3.1 Le conseil consultatif provincial est mis en place et est opérationnel.....	15
Produit 3.2. Le groupe de plaidoyer pour la paix à Masisi est redynamisé au niveau national.....	16
PARTIE 2 – PERCEPTIONS D’IMPACT	19
2.1 Sur la base des changements qui se sont produits au niveau de chaque composante (produits et résultats dans chaque objectif spécifique), quel type d’impact au niveau de projet vous pensez avoir atteint ?	19
2.2 Sur la base des preuves/données fournies par les indicateurs au niveau des résultats et produits dans chaque composante (objectif spécifique), comment et jusqu’à quel point est-ce que vous estimez que le projet dans son ensemble est en train d’influencer les dynamiques de conflit sur lesquelles il est supposé intervenir ?	20
PARTIE 3 - ÉTAT D’AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DU PROCESSUS DE GESTION	20
3.1. Commentaires sur l’état général des allocations budgétaires.....	21
3.2. Progrès sur l’utilisation des fonds par résultat et produit.....	21
3.3. Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre.....	21
PARTIE 4 – EVALUATION DU RAPPORT	23
Les dépenses non-conformes au budget planifié sont justifiées correctement dans la section narrative sur le budget.....	24
ANNEXES – CADRE LOGIQUE.....	25

PARTIE 1 – LES PROGRES

Objectif Spécifique - Les acteurs aux conflits s'engagent et participent activement dans le processus de dialogue démocratique dans la zone du projet.

Les séances de sensibilisation qui ont été faite par les mécanismes de dialogue démocratique dans le cadre d'engager certains acteurs à opinion violente dans la ZP (Zone Prioritaire) ont permis la libre circulation des personnes et de leurs biens. L'exemple typique est dans la chefferie de Bashali où la communauté Hunde n'avait pas accès dans le village de Muhanga aussi dans divers villages de Bwito comme Nyanzale-Bwalanda-Kibiri, Kishishe-Bambo mais grâce aux efforts de tous, ce changement de comportement des acteurs à pignon violent dans les différents axes de Bashali et Bwito, prouvent à quel niveau les acteurs clés ont été engagés à participer au processus de stabilisation de la ZP1 (Zone prioritaire une, autour de Kitshanga) à travers le dialogue démocratique.

Accroissement de l'appropriation des efforts de la stabilisation par les communautés, les autorités et l'élite intellectuelle de la zone : Au début du projet, certaines autorités et l'élite intellectuelle ne comprenaient pas le sens du dialogue prôné dans ce processus (au départ les leaders voulaient seulement les livrables comme les écoles, les routes, les hôpitaux, bref le visible, dans la chefferie de Bashali. Mais au cours du processus de la mise en œuvre du projet, la compréhension du processus par les membres des mécanismes de dialogue démocratique, constitué des hommes et des femmes leaders de la ZP, ont été une force pour mobiliser l'élite politique et intellectuelle de la zone prioritaire au tour de Kitshanga dans les processus de stabilisation. La fin du projet après la traduction des résultats des tables rondes à des actions concrètes, les uns comme les autres ont été engagés pour l'aboutissement heureux de ce projet. Les acteurs à différents niveaux, jadis réfracteur au processus de dialogue ont accepté de s'impliquer et de participer activement dans la recherche de solution durable avec leurs bases à travers le dialogue démocratique en contribuant au redressement de la situation dans les deux chefferies. Le processus de dialogue démocratique a pris en considération les intérêts et les représentants des toutes les couches sociales et aussi les groupes armés parce qu'ils ont été associés dans une manière indirecte à travers certains acteurs à opinion violente qui ont pris part aux deux tables rondes permettant d'identifier et d'adresser les causes profondes des conflits. Actuellement les structures qui ont été composées des différentes communautés ont servis comme modèle vivant pour les communautés qui vivaient seulement autour de leurs appartenances ethniques. Et également les différentes sources des tensions communautaires sont identifiées et analyser à l'avance et de garde fous à travers les séances de prévention des conflits communautaires sont établis. Par exemple, Il n'était pas clair pour plusieurs acteurs que le dialogue pouvait aboutir à la relance de la culture du thé ou encore à la sensibilisation des groupes armés à sortir de la forêt ou à laisser libre passage aux paisibles paysans pour leurs activités champêtres autour de Kitshanga. Aujourd'hui, les autorités tant politiques, militaires que de sécurité à tous les niveaux ont connu et soutenu le projet et ont été bien impliqués pour adresser les défis majeurs identifiés par les communautés à l'occasion des tables rondes et les différents forums de vulgarisation de résultats de deux tables rondes organisés au niveau local, provincial et national.

En termes d'engagement et de participation, les autorités politico-administratives, coutumières et d'autres acteurs clés comme les concessionnaires, les acteurs clés de la sécurité avaient pris les engagements de travailler conjointement avec la base pour dresser les problématiques liées à l'accès à la terre et à la sécurité. Cette démarche liée aux échanges et dialogues entre les acteurs clés (les députés provinciaux, nationaux, les ministres, les officiers FARDC, les autorités politico administratives et des autres leaders œuvrant dans le secteur privé avec une influence positive et/ou négative sur la situation de la ZP1) avec leurs bases contribuent à la stabilisation par le fait que les acteurs échangent entre eux sans discrimination et la voie de la base est prise en compte même sur des sujets sensibles en rapport avec la sécurité. Au niveau local les mécanismes de dialogues se sont mobilisés dans les activités de rapprochement communautaire pour la cohésion sociale et les activités liées à la restauration de l'autorité de l'état. A la fin du projet nous avons une base solide sur laquelle poursuivre de la mise en œuvre de deux plans d'action des Bashali et de Bwito.

Plusieurs acteurs qui ont des influences négatifs et positifs sur la transformation du conflit à la base ont accepté de travailler ensemble dans plusieurs assises qui ont été organisées. Le travail de conscientisation qui a été mené par les structures communautaires auprès de certains acteurs, a contribué au changement

d'attitudes des acteurs clés dans la zone au tour de Kitshanga. Il faut saluer l'implication des CITC (Cadres Inter Paysans de Transformation des Conflits), NPRC (Noyau de Paix pour la Résolution des Conflits) et du GPPM (Groupe Plaidoyer pour la Paix dans le Masisi) dans la mobilisation et la sensibilisation des acteurs à l'adhésion massive au processus de stabilisation.

Résultat 1. Les mécanismes participatifs de pilotage sont établis et opérationnels	Etat X
--	-----------

10 mécanismes participatifs de dialogue prévus soit 100%, ont été mis en place et sont opérationnels en chefferies de Bwito et Bashali et facilitent le dialogue. 908 personnes représentants les couches sociales de toute la chefferies issus des communautés Hunde, Nande, Hutu, Nyanga, Tutsi et Kombo, dont 251 femmes ont participé aux 12 rencontres d'identification et élection des membres de ces structures de paix. 4 structures communautaires de paix dans le Bwito (3– NPRC et 1 Cadre d'Echange d'Information – 1 CEI) ont été mise en place et 6 autres structures communautaires de paix (1 CEI, 3 CITC et 2 NPRC dans le Bashali) ont été revitalisées. Un Conseil Consultatif Provincial (CCP) et le Groupe de Plaidoyer pour la Paix dans le Masisi (GPPM), à Kinshasa, était mise en place. Au cours de la période de la mise en œuvre du projet et après la mise en place de ces derniers, il a été constaté que certaines couches sociales étaient moins représentées. Pour remédier à ce gap, les structures ont été redynamisées pour augmenter la participation de 121 à 248 avec une augmentation de la participation des femmes de 31,7% à 46%. Les structures consistent de 248 membres dont 46% des femmes issues des différents groupes ethniques (Nande, Hutu, Hunde, Tutsi, Nyanga, Kobo, Pygmées et Bashi) avec une moyenne de 21 membres au départ. L'inclusion de femmes et des jeunes (filles et garçons) dans les structures communautaires de paix est effective (46% de femmes et 42% de jeunes). L'intégration des femmes au sein des structures de paix « a été une source de joie » au sein des communautés sur l'axe Mutanda-Bwalanda-Katsiru. La représentativité de la femme va leur permettre dans les structures de se concentrer sur les questions liées à la paix. Le nombre et la participation des femmes ont augmenté au sein des structures de paix après des formations sur des questions genre et des activités de sensibilisation sur l'importance de la participation inclusive dans la prise des décisions. On est passé de 25% soit 6 femmes sur 24 membres à 46% soit la moyenne de 14 femmes sur 30 membres après une redynamisation qui a été organisée par les structures communautaires sous l'accompagnement technique et financier d'Aide et Action pour la paix (AAP) et International Alert en avril 2018. Une redynamisation était dictée par une correspondance de la société civile de Bwito, adressée au consortium Alert-Pole avec copie réservé à l'unité d'appui à la stabilisation et le Programme STAREC, demandant l'inclusion des membres des communautés vivant dans certains villages qui ont été inaccessibles suite à l'insécurité lors de la mise en place des structures en septembre 2017. Ces villages/localités sont ceux des Bulindi, Kagando, Kirumba, Butalongola, Gashavu, Kyumba, Mashango et Shonyi, et désormais sont couverts par la présence de leurs représentants dans ces structures.

Les résultats des dernières enquêtes sur les indicateurs en commun, collectés par le département de suivi et évaluation d'Alert dans ZP autour de Kitshanga et analysés par la cellule de suivi et évaluation de l'unité d'appui à la stabilisation confirment que l'inclusivité¹ des mécanismes est passée de 86% au premier semestre 2018 à 97% au second semestre 2018. Les membres de la communauté perçoivent que les différents groupes marginalisés (femmes, jeunes hommes et jeunes femmes, minorités ethniques, etc.) sont bien représentés dans la composition des différents mécanismes de dialogue. Les membres partagent leurs connaissances dans le cadre de leur travail. Ils confirment être capables de participer aux processus démocratiques pour la stabilisation dans la zone prioritaire.

La bonne foi² des membres des mécanismes est passée de 67% au premier semestre 2018 à 80% au second semestre 2018. 53% des participants aux mécanismes de dialogue ont attesté que les structures sont des espaces neutres. 54% des membres ont confirmé que leurs points de vue sur certaines questions traitées

¹ Représentation équilibrée (jugée appropriée) dans la composition des mécanismes de supervision/plateformes de dialogue (les hommes, femmes, jeunes, différents groupes ethniques et ceux ayant une vision opposée des questions de stabilisation sont représentés)

² Les participants aux mécanismes de dialogue font preuve d'intégrité en partageant leurs connaissances et attitudes, espoirs/agendas vis-à-vis du processus

dans les plateformes de dialogue ont changé après avoir entendu et cherché à comprendre les points de vue des autres. Dans les différentes structures qui ont été accompagnées par le projet, la plus part des membres et leaders en provenance des différentes communautés ethniques étaient septiques d'entendre l'opinion d'une autre personne qui n'était pas de leur communauté, mais avec le temps un climat de compréhensions mutuelles a régné.

Les différentes structures communautaires dans la zone prioritaire ont continué à tenir les réunions dans différents cités ; c'est le cas des CITC Nyamitaba, Kitshanga, Mweso et le CEI pour Bashali dans les chefferies de Bashali et Bwito. Les CITC dans les Bashali se sont réunis 36 fois, avec une fréquence d'une réunion par mois et de fois deux pour certains mois selon le contexte. Le CEI des Bashali a continué la tenue de ses réunions chaque mercredi avec environs 22 participants dont 9 femmes. Le CEI de Bwito s'est réuni à la chefferie juste 4 fois en raison d'une rencontre au cours du trimestre (avec la participation moyenne de 48 personnes dont 21 femmes). Il faut dire que la plus part des membres de CEI viennent des NPRC dans les différents groupements, vue la distance qui sépare certains membres du chef-lieu de la chefferie qui est Kikuku. Cette difficulté liée à la distance et au contexte a impacté les nombres de réunions à tenir par le CEI qui restaient basse. Ces réunions étaient focalisées sur les analyses de contexte sécuritaire et des conflits dans leurs entités respectives, ceci a permis aux membres des mécanismes de donner des orientations dans leur communauté vis-à-vis de l'évolution du contexte et pour suivre la mise en œuvre des accords. Les analyses assureraient que les accords restent pertinents et continuent à répondre aux réalités du contexte.

L'autonomisation³ des membres des mécanismes de dialogue démocratique/les structures communautaires est passée de 34% au premier semestre 2018 à 40% au second semestre 2018. Au départ le travail des 5 NPRC a été celui de sensibiliser les différentes communautés sur la cohabitation pacifique et le vivre ensemble. Au fur et à mesure que l'accalmie s'installait dans le Bwito, les différentes réunions qui ont été organisées pour orienter les analyses de contexte et focalisaient leurs attentions à la sensibilisation pour le retour volontaire des déplacés internes et en travaillant sur le processus de rapprochement communautaire. C'est le cas des travaux sur l'axe routier Bwalanda-Mushweshwe-Nyanzale qui a été réhabilité avec l'approche HIMO (Main d'œuvre à haute intensité), par une équipe composée de toutes les communautés vivant de Nyanzale, Kikuku, Kyaghala, Bwalanda, Mutanda centre et Lueshe jadis considéré comme l'épicentre des rivalités entre les différentes communautés.

Après les résultats de l'enquête de perceptions menée entre avril et juin 2018, 60% des membres des mécanismes de dialogue sont confiants dans le processus de stabilisation de la ZP au tour de Kitshanga et pensent que le processus permettra à la ZP de se stabiliser avec les efforts de ses fils et filles qui sont actuellement engagés dans ce processus à travers le dialogue démocratique. Cette confiance est née de résultats des efforts de stabilisation de la zone dont la production du plan d'action de Bashali avec l'engagement des acteurs clés à soutenir sa mise en œuvre.

L'équipe du projet a accompagné techniquement les structures communautaires dans plusieurs actions de plaidoyer auprès des différentes personnalités, c'est notamment l'accompagnement du GPPM dans le suivi des résultats des deux tables rondes comme l'organisation de l'atelier avec les concessionnaires pour la relance des activités de la plantation Jardin Théicole de Ngeri (JTN) dans la ZP et, l'appui de la commission de pacification de Bashali, qui a travaillé avec le groupe des pasteurs sur la sensibilisation des groupes armés, et qui a fait une mobilisation au niveau politico-administrative et militaire à la province pour les actions liées à l'amélioration de la sécurité dans la ZP. L'atelier avec les concessionnaires sur la sécurité réunissant les acteurs de Bwito, Bashali et Pinga, était un autre point d'action des tables rondes. Cet atelier a produit une feuille de route et a été présenté par les membres de des différentes structures appuyées par le GPPM auprès de l'autorité provinciale lors de la tenue du premier conseil de sécurité provincial en date 07 décembre 2018. Le conseil a remercié le GPPM et les structures communautaires présentes pour cette action de plaidoyer et pour toutes les informations de terrain partagé au conseil. Essentiellement le conseil a accordé la désignation des points focaux dans différents axes qui pourront être pris en charge par le projet lors des missions de terrain de la même manière que la commission de pacification. Le conseil a déclaré se pencher sur la question

³ Les membres des mécanismes sont habilités à participer aux processus démocratiques liés à la stabilisation

du retour du Mwami de Bwito de manière à déployer à Kikuku tous les services de l'ordre très prochainement pour lui faciliter le travail. En revanche, le conseil a demandé au GPPM de lui partager régulièrement les rapports d'activités de manière à lui mettre au courant de l'évolution de la situation sur terrain.

La préparation de ces assises a été aussi une occasion de rapprochement entre les structures à la base et celles du niveau provincial et national comme le Conseil Consultatif, la commission de pacification ainsi que le GPPM. Ce rapprochement permette les intérêts et besoins des différentes communautés de la base d'être communiqué et prise en compte par des structures provinciales et nationales qui ont une influence importante sur les dynamiques sécuritaires dans la ZP.

La commission de pacification de Bashali et le groupe des pasteurs ont été appuyés directement par le projet à travers le partenaire Pole. Spécifiquement ils ont appuyé la mise en œuvre du plan d'action de Bashali, sur l'accès à la sécurité, à travers des séances de sensibilisation. Ces séances de sensibilisation ont contribué à deux niveaux de changement : ils ont contribué à la « gestion » de la sécurité court-terme. Par exemple, dans le Bashali, auparavant les femmes arrivaient difficilement aux lacs Mokoto qui fournissent les poissons – une source importante de nourriture et de commerce pour ces femmes - dans la cité de Kitshanga à cause des routes coupés par les groupes armés de Mai-Mai, APCLS et des différentes factions Nyatura. A la suite des activités de sensibilisation aux prêtres des groupes armés qui contrôlent ces lacs, toutes accèdent actuellement aux lacs plus facile qu'avant. Deuxième niveau de changement, ils ont contribué à « une transformation » plus long terme. Par exemple, les activités de sensibilisations de la commission de pacification de Bashali ont résulté en sortie des groupes armés. Certains jeunes des groupes armés en l'occurrence le groupe Bohoza, se sont résolus de se désolidariser d'avec leurs groupes armés et se sont rendu aux FARDC après avoir participé aux sensibilisations que les membres de structures communautaires de paix ont mené dans leurs communautés. Une sensibilisation qui produit la reddition de 5 jeunes hommes dont un enfant de 17 ans à Nyanzale; 9 jeunes hommes à Tongo ; 16 jeunes hommes à Bambu et 2 jeunes hommes à Kibirizi.

La démarche du forum interprovincial (NK-SK) sur la paix et la sécurité qui a eu lieu en mois de septembre 2018 qui prône la démobilisation avec les approches communautaires participatives, qui était aussi appuyé financièrement et techniquement par les deux projets ISSSS (I4S) d'Alert, présente une grande opportunité pour engager les politiciens à trouver des solutions à la présence des groupes armés et trouver des alternatives pour leur démobilisation.

Le renforcement de la cohésion sociale entre les membres des communautés ethniques également a eu lieu. Ce renforcement est très visible lors des rencontres des structures communautaires de paix où les membres de communautés Nyanga et Hunde passent la nuit dans les ménages de communautés Hutu et Tutsi et vice versa, lorsqu'il s'agit de rencontres organisées dans les villages mono-ethniques ; alors qu'avant le travail de ces structures de paix, ces passages de nuit chez les autres ethnies n'étaient pas possible. Ce comportement a beaucoup favorisé le rapprochement des communautés dans les axes Nyamitaba et Mweso et a encouragé des autres membres de la communauté de ré-analyser leurs rapports avec des autres communautés ethniques.

Le comité de suivi et la commission de pacification de Bwito sera appuyé par le GPPM pour continuer le même travail comme à Bashali pour la sensibilisation des groupes armés. Ce travail sera en conformité aux conclusions du conseil de sécurité provincial à Goma.

Produit 1.1. Les connaissances et capacités des membres des structures de dialogues et transformation de conflits sont accrues

100% des mécanismes de dialogue démocratique ont été renforcés et capacités dans différentes thématiques liées à la consolidation de la paix. Nos différents rapports et listes de présence montrent que toutes les structures ont été capacitées. 346 membres des structures de paix ou de dialogues dont 44% femmes, ont été renforcés sur l'analyse du contexte et des conflits, la gestion des conflits, la sensibilité au conflit et l'intégration du genre dans la gestion de conflits (membres de CEI de Bwito et de Bashali, de CITC de Nyamitaba, de Kitshanga et de Mweso et de NPRC de Bishusha, de Nyanzale, de Kanyabayonga, Bambu et Kibirizi). Ainsi donc d'une augmentation de 70% du niveau de connaissances des membres des toutes nos structures dans les thématiques plus haut mentionnées a été constaté après les analyses pré- et post tests effectués pendant les séances de formation.

L'amélioration du niveau de connaissance a permis aux membres des structures communautaires d'accompagner efficacement les communautés dans la réalisation des analyses approfondies de contexte et des conflits. Cela était visible par l'abandon de la généralisation des faits au sein des communautés. Par exemple, dans le village de Bwalanda une maison a été brûlée. Les témoignages des différentes communautés indiquaient que cet acte a été commis pour exacerber les tensions entre les communautés Nande et Hunde. Les membres des structures NPRC et CEI de Bwalanda ont insisté que la police et l'armée devraient investiguer davantage. Les enquêtes ont révélés que la maison a été brûlée par les présumés Mai-Mai au contraire de soupçonner manifestée par les différentes communautés. La formation a été aussi une source complémentaire aux membres des structures qui enseigne les communautés de faire d'abord des analyses avant de réagir. Et cela a provoqué un changement dans la manière d'agir face à un problème ou souci de cohabitation. Par exemple, après la tenue des différentes séances de sensibilisation, il s'est observé un changement d'attitude des membres des communautés en rapport avec la **culture de violence et généralisation des faits** : Au début, à Bwito comme à Bashali, les forfaits commis étaient d'emblée à tort ou à raison portés par l'ensemble des membres de la communauté du bourreau. Ce qui contribué à la recrudescence des violences à Bwito particulièrement.

Les membres des structures ont participé aux réunions mensuelles à 57% de régularité. Ces réunions mensuelles étaient consacrées à l'analyse du contexte et des conflits, et les structures ont compris qu'avant chaque réaction il faut d'abord une analyse approfondie et avant de résoudre un conflit il faut bien l'analyser des acteurs et des facteurs de conflits et comment ces conflits affectent différemment les femmes par rapport aux hommes et aux jeunes. On a observé des barrières à la participation des certains membres des structures dans leurs réunions de travail, notamment lié à l'insécurité et la distance.

Après avoir dispensé la première formation, nous avons constaté que le gap d'assimilation de certains thématique a existé. L'observation faite lors de la mise en pratique par les membres de mécanismes de dialogue a dicté une seconde formation qui a été dispensée à travers deux séances – la première en mai 2018 et la deuxième en juillet 2018. Le niveau de connaissances et aptitudes sur les techniques de plaidoyer, de communication, de mobilisation communautaire, de sensibilisation, de médiation, de négociation et sur le monitoring de tensions communautaires (pré et post test) des membres a haussé à 57% de 48% avant les formations. Au total 248 personnes (après redynamisation) dont 42% des femmes ont participé dans ces séances. A la sortie de la dernière séance de la formation en juillet, le président du NPRC Kibirizi a déclaré qu'avec les nouveaux acquis de la formation « *les membres vont augmenter leur niveau de participation aux réunions et activités en faveur de la stabilisation et consolidation de la cohésion sociale dans leurs communautés* ».

Produit 1.2. Les structures de dialogues et de transformation de conflits sont appuyées

Un appui matériel sous forme de coût de fonctionnement a été octroyé aux structures communautaires de paix dans le Bashali et Bwito à l'exception du conseil consultatif qui a été mise en place tardivement pour

leur permettre de bien mener leurs activités sur le terrain. Cet appui leur a servi pour couvrir les frais de location bureau ou tenir les réunions et les séances des analyses du contexte, des conflits et des médiations, les fournitures de bureau, la prise en charge des frais de transport et crédits de communication des membres pour faciliter la réalisation des activités. Le fonctionnement de structures communautaires de paix a été amélioré grâce à l'appui qu'elles ont reçu (ils produisent de rapports facilement, ils communiquent librement, etc.) et de plus leur opérationnalisation sur terrain est actuellement visible qui leur a permis de se mouvoir et d'organiser des rencontres. Environ 60 réunions ont été tenues par les structures communautaires de paix de Bwito en raison d'une réunion mensuelle avec la participation moyenne de 150 membres dont 68 femmes des NPRC Kibirizi, Kanyabayonga, Bambu, Nyanzale et Bishusha. Ces différentes réunions organisées ont porté davantage sur les analyses du contexte, des conflits, des séances de médiation, monitoring des tensions communautaire et définitions des stratégies pour la prévention des conflits communautaire afin d'éviter l'exacerbation des violences dans la ZP.

Le GPPM a joué un rôle important pour l'amélioration de la situation sécuritaire et l'accès à la terre dans la ZP autour de Kitshanga. Un appui en matériel a été octroyé en termes des frais de fonctionnement (frais de transport, de communication, la papeterie, fourniture et équipement informatique pour le GPPM). Signalons qu'au-delà de nos différentes structures appuyées directement par le projet, nous avons aussi fait de réseautage pour les activités liées à la sécurité. C'est le cas d'un appui financier et technique que le projet a apporté à la commission de pacification de Bashali et le groupe des pasteurs qui ont travaillé sur l'axe Mokoto-Muhanga, à Kirumbu et à Kahira qui ont aidé atteindre les acteurs « à opinion violente » que le projet a impliqué dans les activités et qui continueront à s'engager davantage à la deuxième phase du projet.

Le soutien financier et technique aux mécanismes de dialogue communautaire ont en outre, permis aux membres d'améliorer leurs capacités de prise en charge des différentes analyses des conflits et la conduite des séances de médiation. Souvent les acteurs aux conflits sont invités via téléphone, où par l'invitation écrite et aussi certaines personnes sont contactées au téléphone pour témoigner et/ou donner des orientations. Le soutien financier contribue à ce dernier, surtout la papeterie pour la prise de notes, l'enregistrement des plaintes. Par exemple durant la vie du projet, les différents mécanismes de Bashali et de Bwito ont contribué à la stabilisation en accompagnant les différentes médiations :

- Ils ont accompagné la médiation de 97 conflits fonciers dans différentes localités de Nyamitaba, Kitshanga et Mweso dont 52 de ces conflits fonciers (soit 53,6%) ont abouti à la signature des actes de compromis entre les parties ;
- Ils ont réalisé des activités de mobilisation et contact avec les leaders des groupes armés pour faire un plaidoyer en faveur de l'accès aux champs par les populations civiles et la baisse et/ou la suppression de taxes imposées aux populations civiles. A travers les différentes rencontres d'analyse du contexte sécuritaire la taxe liée à la circulation des piétons et de moto, perçue par les forces de sécurité sur la ligne Muhanga -Kitshanga a été réduite de 5000FC à 1000FC pour la moto et de 2000FC à 500FC pour le piéton et sur l'axe Kalembe – Mweso, les piétons sont maintenant exemptés de payer la taxe.
- Dans le Bwito grâce à cet appui 5 NPRC ont accompagné la médiation et la résolution de 134 conflits dont 82 conflits fonciers (61%) et 26 conflits socioéconomiques dans différentes localités sur les axes : Kibirizi (5 conflits), Kanyabayonga (5 conflits à Bitongi, Butalongola, Kikarara, Bulindi); Bambu (20 conflits à Kyahi, Butare, Kalonge, Bambu centre) ; Bishusha (9 conflits à Bukombo, Kyumba, Kizimba, Rusekera, Bishusha); et Nyanzale (22 conflits à Nyanzale, Singa, Bwalanda, Katsiru).

Les structures communautaires de paix NPRC ont sensibilisé 300 membres de communautés (dont 121 femmes, 165 jeunes dont 69 jeunes filles) à Lusogha, Bukombo, Kishishe, Kikuku et Kashalira sur la cohabitation pacifique entre les communautés qui ont contribué au retour des déplacés internes dans leurs villages respectifs (les populations mono ethniques qui se sont déplacées vers les localités habitées par la majorité de membres de leurs propres communautés, de peur de représailles après des incidents entre les communautés ethniques dans le Bwito). Après des séances de sensibilisation communautaire en faveur des autorités et populations locales, sont rentrés dans les axes de Bambu : 60 ménages de la communauté Hutu; 18 ménages de la communauté Nande et 13 ménages de la communauté Hunde. 18 ménages de la communauté Hutu sont rentrés à Mutanda ; 9 ménages de la communauté Nande sont rentrés dans le village de Nyanzale.

Produit 1.3. Les connaissances de la population sur les actions de dialogues et transformation de conflits sont accrues

Durant la vie du projet 30 (100%) émissions radio prévues ont été produites et diffusées sur les antennes de la radio Pole FM et relayées par 4 radios communautaires de Pinga, Mweso, Nyanzale et Kibirizi. La population des différents villages de la zone du projet est restée au courant des actions en faveur de la stabilisation. Ces émissions ont été également rediffusées à une radio au niveau national à Kinshasa pour permettre aux acteurs délocalisés d'être informés sur l'évolution de la stabilisation dans la ZP. Les émissions ont été conçues et développées en partant des discussions, des échanges/analyses du contexte/conflits réalisés par les structures de paix. La relance du dialogue dans le Bashali et la mobilisation pour plus d'engagement communautaire des acteurs clés dans le processus de réactualisation et évaluation des engagements existants, ont parmi les éléments/sujets que les structures ont privilégié dans leurs discussions et sur lesquels Radio Pole s'est appuyée pour produire les émissions radios. Elles ont été montées en collaboration avec les membres de différentes structures communautaires des Chefferies des Bashali, de Bwito et ceux de la localité de Pinga à travers les ateliers de définition des thèmes des émissions. Ces structures sont les NPRC, les CITC et les CEI. Ceci a permis à la population habitant la zone du projet (voire aussi au-delà de la zone), de rester informée sur l'évolution du processus de stabilisation, et les encourager de participer dans ces processus. Les résultats de l'évaluation finale nous renseignent que 81% des membres de la communauté de Bwito qui ont été interviewés soit en focus groupes ou entretien semi-structuré (dont 45,6% des femmes) estiment avoir amélioré leurs connaissances sur le processus de la stabilisation à partir des émissions diffusées à la radio sur les thèmes en rapport avec la paix et la cohabitation pacifique dans la zone impliquée. Les émissions ont porté sur différents thèmes dont l'occupation des jeunes et son impact sur la sécurité dans la chefferie de Bwito ; l'organisation du retour des déplacés dans la chefferie (cas du village de Bwalanda) ; le retour des déplacés dans la chefferie ; un fait spontané ou la paix en perspective ; la reprise des activités au marché de Kikuku dans le secteur des vivres et les échanges entre les différentes communautés locales. Une émission liée au processus électoral, point de vue des notables de la zone prioritaire au tour de Kitshanga ; la contribution des communautés locales aux efforts d'autres acteurs pour la cohabitation intercommunautaire dans le Bwito ; la table ronde communautaire pour la paix et la cohabitation pacifique dans le Bwito ; les avis des communautés et participants aux travaux de la table ronde, l'efficacité du pouvoir coutumier pour la cohésion communautaire dans le Bwito, l'activisme des groupes armés et ses implication dans la restauration de l'autorité de l'Etat en chefferie de Bwito, quelles relations sont entretenues entre réfugiés Rwandais et les communautés locales vivant dans le Bwito ?

A part les émissions radios, la conduite des études post tables rondes menées dans la chefferie de Bashali et de Bwito ont été une autre occasion d'informer les communautés au niveau plus bas. Ces études ont produit les orientations concrètes pour la conduite des forums de vulgarisation des résultats des deux tables rondes. Ces forums communautaires ont été organisés dans la chefferie de Bashali, celle de Bwito, à Goma et à Kinshasa.

A travers les activités organisées par le GPPM et leur vulgarisation à Kinshasa, Goma, Kitshanga et Rutshuru pour l'amélioration de la sécurité et l'accès à la terre, les acteurs (personnalités politiques natifs de la ZP, leaders communautaires des différentes ethnies, certains décideurs politiques) à différents niveaux, à savoir niveau local, provincial et national ont été informés du processus de la mise en œuvre des plans d'actions issus de deux tables rondes organisées successivement aux chefferies de Bashali et de Bwito.

Au cours de la mise en œuvre du projet Njia za Makubaliano, deux plans d'actions ont été élaborés ; un pour le Bashali et un autre pour le Bwito. Pour Bwito les priorités du plan d'action ont été focalisées sur le retour du Mwami - qui constitue un signe important de l'augmentation de la stabilité et la paix, et au même temps un évènement important qui encourage la communauté d'avoir confiance dans ce processus de stabilisation - dont la réhabilitation de sa maison, la réparation de son véhicule et l'amélioration de la sécurité à travers les activités de rapprochement communautaires comme la réhabilitation de la route Bwalanda-Mushweshwe-Nyanzale.

Quelques activités des plans d'actions mise en œuvre sont les suivantes ;

- En conformité du plan d'action de Bwito, le consortium a pu commencer les travaux de la réhabilitation de la maison du Mwami à Kikuku, la réparation de son véhicule ainsi que les travaux communautaires sur le tronçon routier Mushweshwe (axe Nyanzale-Bwalanda).
- Un atelier des concessionnaires a été organisé à Goma en date du 21 au 23 novembre 2018 débouchant sur un acte d'engagement entre les concessionnaires.
- Pour l'amélioration des aspects sécuritaires, deux réunions importantes ont été organisées. Premièrement une réunion avec les membres du GPPM, les structures de paix du pilier dialogue démocratique, les acteurs de la société civile et la jeunesse des Bashali et de Bwito, s'est réunie à Goma, à Hôtel Planète pour analyser le contexte sécuritaire de la chefferie de Bashali, Bwito et Pinga et dégager des recommandations concrètes qui peuvent améliorer la sécurité. Cette réunion a produit une feuille de route avec des actions de plaidoyer. Deuxièmement le conseil provincial de sécurité a été convoqué de manière extraordinaire par le Vice-Gouverneur pour que le GPPM et les acteurs à la base dans la ZP puisse présenter la contenu de la feuille de route pour solliciter l'amélioration de la sécurité dans ces entités.
- Pour la restauration de l'autorité de l'état, une réunion en quatre familles royales de Bwito a été organisée et l'acte engagement a été signé le 3 décembre 2018 par les membres des familles royales au domicile du Mwami de Bwito à Goma, s'engageant de se réunir régulièrement à Mutanda en accompagnement du Mwami dans l'exercice du pouvoir coutumier. Huit membres (deux personnes par famille) ont été identifiés et invités à cette fin sous la modération du GPPM et en présence de la Ministre du plan et le conseiller du Ministre de l'intérieur du Nord-Kivu et du Chef de Chefferie lui-même. Signalons que depuis les conflits intercommunautaires qui avaient secoué la chefferie de Bwito en 1993, et plus tard le rebondissement récent de 2014-2017, c'était la première fois que ces familles puissent se réunir pour parler de la gouvernance de leur chefferie.
- Après les actions au niveau provincial, un atelier en date du 13 décembre 2018, a été organisé à Kinshasa par le GPPM sous l'appui d'International Alert à travers le projet Njia. L'atelier a visé à présenter auprès des secrétariats généraux des certains ministères qui pourrions être impliqués dans la problématique de l'accès à la terre. L'atelier avait aussi un caractère de plaidoyer en vue d'obtenir les orientations et suggestion de ces ministères qu'à l'accès à la terre et la relance de la culture pérenne comme solution à la problématique foncière dans la ZP. Plusieurs ministères (au niveau provincial et national) ont proposé les orientations lors de l'atelier de restitution des résultats et de détermination des opportunités pour la relance agricole. L'orientation majeure est la réunion réunissant les ministères provinciaux et nationaux pour identifier les concessions n'ayant pas des conflits et développer un plan d'affaire comme un outil de plaidoyer auprès des bailleurs et du gouvernement central.
- Plaidoyer est en cours pour l'ouverture de la SOMIKIVU, qui est une Société Minière du Kivu, travaillant dans l'extraction de pyrochlore à Lueshe dans la chefferie de Bwito, Groupement Mutanda. Cette société internationale allemande avec les affiliés en RDC utilisait à son temps

280 personnes avec des contrats à durée indéterminée (CDI), et 400 personnes en mode rotatif. D'après les membres des différentes communautés, lors de la table ronde et de mini dialogue, l'ouverture de cette société est une solution durable pour les opportunités d'emploi et aussi les effets d'entraînement économique que cette entreprise minière provoquait dans la zone prioritaire et au-delà. La communauté considère que cette entreprise contribuerait à encadrer tant soit peu certains jeunes et réduirait le chômage.

- Un commissariat de la PNC à Kikuku devrait être mise en place qui était un préalable pour le retour du Mwami dans la chefferie de Bwito. Donc le retour du Mwami devrait précéder par l'installation du commissariat de la police nationale congolaise, de l'ANR et de la DGM. Le GPPM s'est engagé de plaider à différents niveaux pour la mise en place de ces derniers.

Tenant compte des activités des plans d'actions, la période du projet, et les fonds disponibles il n'était pas possible de réaliser toutes les activités. Des acteurs pouvant appuyer certaines activités et les activités du consortium ont été identifiées et budgétisées en collaboration avec les mécanismes/les structures communautaires de paix de mise en œuvre. Malgré l'extension sans cout de trois mois, plusieurs actions restent à mener lors de la deuxième phase du projet et au-delà, tel que définis dans les deux plans d'action.

Les plans d'actions ont pris en compte les besoins de toutes les couches sociales. Pour Bashali la mise en œuvre du plan d'action à porter plus sur les aspects liés à l'amélioration de la sécurité et accès à la terre qui doit se poursuivre aussi à la deuxième phase du projet. Un processus d'actualisation des anciens engagements qui ont abouti à l'organisation de la table ronde dans la chefferie des Bashali, a produit comme résultat l'acte d'engagement, traduit à son tour en plan d'action pour la stabilisation de la chefferie. 113 personnes dont 25 femmes ont participé aux travaux de la table ronde de Bashali. Parmi ces participants figurent 29 représentants de la communauté Hunde dont 7 femmes ; 27 représentants de la communauté Tutsi dont 5 femmes ; 29 représentants de la communauté Hutu dont 8 femmes et 28 représentants de la communauté Nyanga dont 5 femmes. Ces participants sont venus des axes principaux Kitshanga, Mweso, Nyamitaba, Burungu, Pinga, Mpetit, Burayi, Goma et Kinshasa. Le gouvernement provincial a été représenté par 16 personnes dont le vice-gouverneur, le ministre du plan et celui de l'intérieur, de conseillers de ministres, de chef de division, le commandant de la 34^{ème} région militaire FARDC, l'inspecteur général de la PNC. Les 3 CITC (Nyamitaba, Kitshanga et Mweso) de Bashali ont été reconduits comme mécanisme de suivi de la mise en œuvre des activités inscrits dans le plan d'action de Bashali.

L'élaboration du plan d'action a été un processus long qui a consisté ;

- La mise en place des structures communautaires de paix ;
- Les analyses des contextes par les leaders communautaires et certains membres des mécanismes de dialogue démocratique (NPRC ; CEI) ;
- L'identification et la priorisation des conflits ;
- La collecte des données ;
- L'organisation des restitutions et des mini-dialogues communautaires

Toutes les six communautés de cette chefferie se sont réunies pour l'audition et l'amendement des résultats de la RAP (Recherche action participative) puis discuter en intracommunautaire les solutions qu'elles estiment pourront contribuer sensiblement au rétablissement de la paix. Cette étape a abouti par l'obtention des cahiers de charge communautaire pour l'organisation de la table ronde.

A l'issue de la table ronde de Bwito organisé du 15 au 17 août 2018, un comité de suivi des accords de cette table ronde fut mis en place par les participants, en tenant compte des critères comme la représentativité des entités comme le groupement et l'inclusion communautaire (inclusion ethnique). Le comité est composé de 17 membres de la communauté dont quatre femmes soient 29%. Ce comité se réunit aussitôt à la chefferie pour définir un plan d'action pour la mise en œuvre des accords de la table ronde, qui ont été développés basés sur un processus participatif où les communautés et leurs leaders ont identifié conjointement les causes profondes de conflit à Bwito.

Signalons que le processus communautaire qui a été mené dans le cadre de la réalisation de ce projet et surtout à l'étape de la conduite des mini-dialogues, où certains membres des communautés ont logé les participants chez eux pour trouver un moment de parler au lieu de les laisser logés dans des hôtels. La table ronde a été aussi une autre occasion de rapprochement entre trois niveaux (local, provincial et national), soit 136% dont 177 personnes sur 130 attendus ont participé à la table ronde de Bashali. Il s'agissait 113 représentants des communautés dont 31,8% des femmes et 14% des jeunes (Hutu, Hunde, Tutsi, Nyanga) et 64 observateurs dont 16 membres du gouvernement provincial du Nord Kivu, des autorités coutumières locales, des membres des structures communautaires de paix de Bashali, des organisations de la société civile et des représentants des agences onusiennes.

Produit 2.1. Les engagements (Accords) issus des dialogues précédents sont actualisés

L'évaluation des différents engagements pris précédemment pour la paix en Chefferie des Bashali a permis aux communautés de cette zone ensemble avec leurs autorités locales de découvrir les défis qui ont empêché la mise en œuvre de ces accords. Dans l'actualisation de ces accords et en relation avec le contexte actuel de la zone, les acteurs ont identifié les défis persistants sur lesquels il est nécessaire d'agir pour accélérer la stabilisation de cette zone. Dans l'analyse d'environ neuf défis identifiés, les acteurs rencontrés à travers les différents forums de vulgarisation les ont synthétisés à deux défis majeurs qui sont la sécurité et l'amélioration de l'accès à la terre. Ces deux défis ajoutés à la faible participation de la femme dans la participation dans le processus de consolidation de la paix dans la zone font l'unanimité des acteurs et l'engagement de ces derniers pour les relever. Comme il sera présenté dans le produit suivant, ces défis ne se sont pas écartés des conclusions de la table ronde de Bwito qui n'a ajouté particulièrement que le retour du Mwami à Kikuku.

En menant l'évaluation, quatre ateliers de revue et d'actualisation des précédents accords, issu des processus de dialogues existants dans la chefferie de Bashali ont été organisés (99,5% de participation : soit 398 personnes dont 119 femmes ont pris part à cette activité. Les différentes parties ont signé un acte d'engagement (avec sept principaux engagements) et un plan d'action pour opérationnaliser ces engagements pris par les parties. Les communautés ont été impliquées et responsabilisées dès les consultations jusqu'à la tenue de la table ronde elle-même. Le processus a consisté au départ à mobiliser tous les acteurs qui se sont mis d'accord sur la matière qu'il fallait traiter tous les engagements précédents pour aboutir à un document unique avec les recommandations/ engagements les plus importantes et la manière dont il fallait traiter cette matière (utilisation d'un facilitateur expérimenté appuyé par une équipe pédagogique mixte). Nous avons mis en contribution pour plus d'engagement politique, des experts et avons travaillé directement avec un groupe de pasteurs/ex-combattants pour impliquer mêmes les acteurs les plus difficiles et à opinion violente. Le fait que le GPPM au niveau de Kinshasa a été fortement impliqué (il a joué un rôle actif dans la mobilisation, la préparation de messages clés et les rencontres avec les institutions étatiques pour expliquer le processus) dans tout le processus et responsabiliser pour plus d'engagement des acteurs clés délocalisés. Ces acteurs ont été plus motivés par le contenu de la matière qu'il fallait discuter à la table ronde et l'approche qu'utilisait le projet pour organiser cette table ronde. Ces éléments réunis, ont permis aux acteurs de s'impliquer et de participer activement aux travaux de la table ronde et de s'approprier le plan d'action assorti de cette table ronde. Actuellement, tous les signataires et non signataires de l'acte d'engagement de la table ronde, sont impliqués dans la mise en œuvre des plans d'actions opérationnels de Bashali et de Bwito. Plusieurs acteurs, notamment certains leaders locaux, qui au départ était farouche au projet et au processus de stabilisation ont finis par comprendre que le dialogue démocratique était un chemin idéal pour la paix et le développement des leurs entités.

Produit 2.2. Une recherche action participative sur les dynamiques des conflits est réalisée en chefferie de Bwito.

Une RAP a été réalisée (100%) en chefferie de Bwito au cours de cycle du projet. Le rapport de la recherche, qui était le fruit de plusieurs rencontres orientées principalement vers les filles et fils de la chefferie, a facilité

la compréhension commune des enjeux, dynamiques et acteurs impliqués directement et indirectement dans les conflits qui perturbent la cohésion à Bwito. Ce rapport a servi la base pour l'organisation de six mini-dialogues intracommunautaires, qui ont produits la rédaction de six cahiers des charges communautaires basées de dialogue proprement dit lors de la table ronde. Au total 118 personnes dont 34 femmes ont participé aux six mini-dialogues organisés au chef-lieu de la chefferie à Kikuku.

Le processus RAP à Bwito est parti de l'analyse participative du contexte et des conflits en passant par la collecte, l'analyse et l'exploitation des données auprès des acteurs clés jusqu'à la validation des données en rapport avec le thème principal de la recherche (la méfiance intercommunautaire en chefferie de Bwito). Au début, le processus s'est heurté à des difficultés d'impliquer certains acteurs notamment les députés provinciaux, nationaux, leaders du secteur privé et officiers militaires natifs de la ZP. Ces difficultés étaient les résultats d'inaccessibilité sécuritaire et le manque de confiance dans le processus. Le GPPM a été mis en contribution pour mobiliser ces acteurs de Bwito qui ont été délocalisés à Kinshasa et a réussi de les engager dans le processus. Enfin, 720 personnes ressources (*acteurs de paix, notables, membres de la société civile, concessionnaires, éleveurs, agriculteurs, coutumiers*) ont participé à la collecte des données quantitatives et 110 personnes ressources dont 31% des femmes qui ont enrichi la partie qualitative. Un rapport intérimaire validé par les acteurs clés/parties au conflit a été produit, ce rapport intérimaire circonscrit les grandes tendances comme la gouvernance des ressources naturelles, les groupes armés, le pouvoir coutumier et les identités. Ces tendances sont liées à l'origine, aux causes profondes, aux acteurs et facteurs principaux, aux propositions de solutions durables proposées par les membres de la communauté dans l'avenir, aux attitudes et comportement des uns et des autres nés de la méfiance actuelle entre les communautés locales de Bwito.

Produit 2.3 Les Plans d'action conjoints sensibles au genre sont développés et approuvés par les représentants des communautés et les autorités.

Au cours la mise en œuvre du projet deux plans d'actions ont été développé (100% de cible attendu), en premier lieu pour Bashali et en second lieu pour Bwito. Ces plans ont été validés par les communautés dans les différents forums de vulgarisation des résultats de deux tables rondes. Ces plans sont utilisés aussi comme des outils de plaidoyer auprès d'autres bienfaiteurs qui accepterait de prendre une partie non couvert par les fonds de stabilisation.

L'équipe qui a été mise en place pour la rédaction du plan d'action de Bashali était constituée des 12 personnes (9 hommes et 3 femmes) en provenance des CITC, CEI. Chaque communauté ethnique était représentée dans cette commission de rédaction du plan d'action de Bashali.

Le processus a été divisé en deux parties dont une première partie les participants ont estimé qu'il peut être mise en œuvre par le projet I4S et d'autres par les projets alignés et non-alignés comme ; UN HABITAT, OIM, Mercy-Corps, MONUSCO CVR (Réduction des Violences Communautaires). Une autre proposition était d'engager les discussions avec d'autres partenaires ayant une bonne réputation dans la région pour contribuer à d'autres actions pour la matérialisation de la feuille de route que se sont fixés les filles et fils de la chefferie de Bwito.

Le plan d'actions de Bashali a tenu compte des besoins des membres de toutes les communautés et des hommes comme ceux des femmes. Dans la définition des actions à entreprendre la question de la place de la femme ainsi que la jeune fille, était toujours présentée comme un facteur contribuant à la stabilisation de la chefferie car ces dernières constituent une couche non négligeable dans la recherche de la paix.

Le plan d'actions de Bashali a été validé sous un procès-verbal par les membres du comité de suivi. Ce plan d'actions de Bashali est issu de l'actualisation de plusieurs autres plans d'actions assortis de précédents dialogues communautaires, qui n'ont pas eu la chance d'être mis en œuvre. Certains par manque de volonté des acteurs et d'autres par manque de moyens pouvant accompagner leurs mis en œuvre.

Tenant compte des activités des plans d'actions et les fonds disponibles il n'était pas possible de réaliser toutes les activités. Des acteurs pouvant appuyés certaines activités des plans d'action ont été identifiés en collaboration avec la coordination de l'unité d'appui à la stabilisation et le programme STAREC, ce le cas du consortium UN-HABITAT, OIM, Projet FARM, ...

Résultat 3 – Les acteurs clés au niveau provincial et national sont mobilisés	Etat
	X

La mobilisation des acteurs a été une activité clé du projet.

Les acteurs mobilisés inclus les leaders communautaires œuvrant dans les institutions au niveau national comme les députés nationaux, les ministres nationaux et provinciaux ; le conseil provincial de sécurité du Nord-Kivu composé de 28 personnes ; les concessionnaires ; les membres des quatre familles royales de la chefferie de Bwito ; les institutions au niveau provincial (Gouvernement provincial : Cabinet du Gouverneur, Ministères du Plan, Intérieur, l'Exécutif Provincial, le STAREC et la division de la décentralisation) et les opérateurs économiques membres de la fédération des entreprises du Congo (FEC) ouvrant dans le secteur privé. Une réunion a été organisée au niveau provincial pour préparer l'action de plaidoyer auprès du conseil provincial de sécurité, en de la sécurisation de la ZP1. Une visite de suivi et de lancement officiel des activités de réhabilitation du tronçon routier Bwalanda-Mushweshwe-Nyanzale et la réhabilitation de la maison du Mwami de Bwito ont été organisées dans la chefferie de Bwito. Deux ateliers de préparation des activités de plaidoyer ont été menés l'un portant sur l'accès à la terre avec les concessionnaires et l'autre sur l'accès à la sécurité dans la ZP1. Un atelier avec les entrepreneurs des conflits (membres issus des communautés de la zone prioritaire autour de Kitshanga connu comme acteurs dans la dynamique des conflits de la zone, ils sont des acteurs directs et ou indirect, positif et ou négatif) a été organisé à Goma par Pole Institute. Les quatre activités de plaidoyer ont porté sur la sécurité, l'accès à la terre, la restauration de l'autorité de l'état (retour du Mwami et autres autorités coutumière à la base) et l'ouverture des entreprises agricoles et minières (Domaine de Katale, SOKIVU).

Le GPPM a été redynamisé pour inclure les acteurs de Rutshuru, Pinga et a joué un grand rôle dans la mobilisation des acteurs clés au niveau provincial et national à travers les contacts individuels et les ateliers. Les contacts individuels ont consisté à informer les leaders communautaires, leurs potentialités de contribuer à la stabilisation sur les différents sujets (accès à la terre, accès à la sécurité, la restauration de l'autorité de l'état, le rapprochement communautaire et l'encadrement de la jeunesse). Les ateliers ont regroupé les différents acteurs (les députés provinciaux, nationaux, les leaders du secteur privé et les officiers militaires natifs de la zone prioritaire) pour partager les informations sur le progrès des activités, avoir la même compréhension, réfléchir sur différents thématiques liées à la stabilisation de la zone et proposer les pistes de solutions. Les acteurs clés natifs (les députés provinciaux, nationaux, leaders du secteur privé et officiers militaires) de la province du Nord-Kivu, sont mobilisés et engagés à appuyer le processus tant au niveau provincial que national.

Six ateliers d'échanges ont été organisés avec les acteurs locaux et les entrepreneurs aux conflits (les députés provinciaux, nationaux, leaders du secteur privé et officiers militaires natifs de la ZP) au niveau provincial, national et régional (au Rwanda, notamment à Kigali et à Gisenyi). Un conseil consultatif rapporte qu'ils sont plus engagés dans l'orientation des actions des partenaires de mise en œuvre des projets de stabilisation dans la zone du projet. 9 membres sur 16 membres du groupe de plaidoyer pour la paix dont 56% sont plus engagés dans les actions de plaidoyer pour la paix.

Quatre principales recommandations⁴ ont été formulées et adressées aux partenaires de mise en œuvre du consortium Alert par les membres du CEI de Bashali : Ces recommandations vont dans le sens de la mise en

⁴ 1° utilisation des fonds flexibles pour la mise en œuvre des activités en faveur de la sensibilisation des groupes armes, 2° la restitution de résultats de la table ronde doit demeurer une activité permanente dans Bashali pour que toute la population en

œuvre du plan d'action de Bashali. Dans la planification opérationnelle de la mise en œuvre du plan d'action de Bashali, toutes les quatre recommandations ont été prises en compte avec une réunion technique de clarification et d'harmonisation de vue avec le cadre de Bashali. 22 personnes dont 8 femmes ont pris part active à cette réunion d'harmonisation. Un atelier de préparation des activités de plaidoyer menées par le comité de suivi du plan d'actions de Bashali a été tenu en faveur de 17 personnes dont 8 femmes, 4 jeunes filles et 3 jeunes garçons. Un conseil consultatif provincial a été mis en place, il siègera en faveur de Bwito et de Bashali. Toutes ces structures ont contribué à un engagement politique accru des acteurs au niveau tant national, provincial que local. A travers les différentes structures mise en place ou redynamisées et plus particulièrement le GPPM les actions du projet ont connu une réelle implication des autorités à tous les niveaux. Dans ce sens, plusieurs autorités impliqués dans la question sécuritaire et politique de la ZP ont été atteintes et se sont engagées à apporter leur pierre à l'édifice qui est la stabilisation autour de Kitshanga. Dans cette optique que, dans le souci d'accélérer la mise en œuvre du plan d'action de Bwito, une réunion sur la stratégie de mise en œuvre du plan d'action a été organisée par le ministère du plan, le STAREC et l'exécutif provincial surtout sur la question du retour du Mwami, la réhabilitation de la route Bwalanda-Mushweshwe-Nyanzale. Du 10 au 16 octobre 2018, une équipe conjointe composée d'un staff de la Commission National pour les Réfugiés (CNR), Ministère de l'Intérieur, plan, STAREC, Chefferie de Bwito sous l'appui financier et technique d'Alert, pour évaluer les besoins logistiques et sécuritaires comme préalable du retour du Mwami de Bwito.

Les autorités militaires provinciales et nationales sont aussi toutes mobilisées comme un seul homme pour accélérer le processus de l'approche de la démobilisation locale des jeunes pour faciliter la sortie des jeunes des groupes armés dans la ZP. Par exemple les opérations militaires pour traquer les groupes armés dans le Nord Kivu ne sont pas menées dans le Kitshanga parce que les autorités militaires sont informées des activités de sensibilisation des groupes armés dans le cadre du projet. Les députés provinciaux, nationaux, les leaders du secteur privé et les officiers militaires natifs de la zone prioritaire ont été mobilisés au niveau local, provincial et national, pour faire le plaidoyer aussi auprès du ministère de la défense qui peut donner instruction l'UEPNDDR (Unité d'Exécution de Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion). Cependant, la compréhension du processus par ces acteurs a facilité pas mal d'activité sur terrain. La sensibilisation des groupes armés dans certains endroits à travers une complémentarité des acteurs de paix, structures de paix dans le Bwito, commission de pacification dans les deux chefferies et le groupe des pasteurs dans le Bashali. 12 armes ont été récupérées lors de la tournée dans la chefferie de Bashali par la commission de pacification et le groupe des pasteurs et remise directement auprès des FARDC.

La coordination avec SSU et STAREC a été d'une grande importance, des orientations pour dresser certains gaps sur terrain, l'accompagnement et l'appui dans l'obtention des extensions avec et sans coût. Les conseils fournis par SSU et STAREC après les séances de suivi-évaluation sur terrain nous ont permis d'améliorer la qualité de notre travail dans la stabilisation.

Produit 3.1 Le conseil consultatif provincial est mis en place et est opérationnel

Le conseil consultatif provincial a été mis en place. Il compte 12 membres dont quatre femmes (33,3%) de la chefferie de Bwito et de Bashali vivant dans la communauté et ceux délocalisés à Goma :

- Quatre personnes représentent le CEI de Bashali
- Quatre autres représentent le CEI de Bwito
- Quatre notables de Bwito et Bashali vivant à Goma

Ils sont issus des communautés Hunde, Tutsi, Hutu, Nande, Nyanga, Kobo de Bashali et des acteurs de la société civile et des acteurs membres des CEI de Bwito et des Bashali.

prenne connaissance, 3° clarifier le rôle des CITC dans la mise en œuvre de résultats de la table ronde de Bashali, 4° définir les stratégies de mise en œuvre du plan d'action de Bashali et de pérennisation des acquis de la table ronde de Bashali.

L'objectif de ce conseil est d'assurer le suivi de la qualité des activités de stabilisation de la zone à travers des visites des activités sur le terrain. Le comité de suivi de mise en œuvre des plans d'actions des Bashali et Bwito sont spécifiques aux leurs entités. Le conseil fait le suivi des toutes les actions de stabilisation dans la ZP1 et aussi assure le plaidoyer au niveau national. Cette initiative est importante parce que le conseil pourra⁵ appuyer aussi les CEI de Bwito et de Bashali à faire de plaidoyer au niveau provincial pour certaines questions et relayer d'autres auprès du GPPM à Kinshasa, notamment dans la deuxième phase.

Les membres de ces structures, comme le CCP (Conseil Consultatif Provincial), sont constitués des personnes politiques natives de la ZP1 qui sont dans des cabinets des ministres, les autres à l'assemblée provinciale, et stratégiquement ils sont bien placés pour faire le plaidoyer au niveau gouvernemental de la province. Les membres ont été identifiés dans un processus communautaire basé sur les structures sur terrain pour composer cette structure au niveau provincial. Le conseil consultatif a été mis en place en collaboration avec les deux CEI de Bashali et de Bwito et les notables de deux entités délocalisées à Goma. Les deux chefs de chefferies restent de conseillers de tous les membres de cette structure communautaire.

Les membres du comité en charge du suivi et évaluation ont renforcé leurs capacités de suivre la mise en œuvre du plan d'action⁶ 76,4% des membres de ce comité de suivi qui ont été formés, ont augmenté leur niveau de connaissances et aptitudes de 77% sur les techniques de plaidoyer après l'atelier de renforcement de leurs capacités qui a été organisé (pré et post test).

Au cours du projet, les acteurs membres du conseil consultatif ont activement pris part à l'atelier de préparation du conseil provincial de sécurité axé sur la ZP autour de Kitshanga. Cette rencontre a été une occasion d'échanges d'expérience notamment sur cette structure avec les autres acteurs membres des structures à la base et à Kinshasa. Pour la deuxième phase le consortium doit mettre un accent sur l'accompagnement des actions du conseil consultatif qui a trainé le pas à organiser ses réunions et ses visites de suivi sur terrains.

Produit 3.2. Le groupe de plaidoyer pour la paix à Masisi est redynamisé au niveau national

Le groupe de plaidoyer pour la paix à Masisi (GPPM), qui a été redynamisé au pendant le premier semestre de 2018, a été impliqué dans plusieurs actions au niveau national dont la mobilisation des acteurs de Bwito pour participer à la table ronde organisé en date du 15 au 17 août 2018.

Le projet a redynamisé un GPPM qui existait depuis 2013 dans le cadre du projet de transformation des conflits dans la chefferie de Bashali, exécuté par ASP sous le financement de LPI (Life and Peace Institute). En 2018, le GPPM a été mise en profit pour appuyer certaines actions tirées des plans d'action des Bashali et de Bwito. Ces actions concernées la préparation des ateliers de plaidoyer, la mobilisation politique au niveau national, provincial et voire local.

Les membres du GPPM compte 16 représentants, issu des communautés Hutu, Hunde, Tutsi, Nyanga et Nande de territoires de Masisi, Rutshuru et Pinga. Le GPPM a joué un rôle très important dans la mobilisation des acteurs au niveau national, provincial et voir locale. Leur implication dans la réussite de deux tables rondes n'est pas à démontrer. Ces derniers ont été très actifs aux travaux de la table ronde de Bashali et de Bwito, dans les séances de vulgarisation des résultats de deux tables rondes et dans la mise en œuvre des certaines actions assortis de deux plans d'action des Bashali et de Bwito. L'accès à la terre, la sécurité et la restauration de l'autorité de l'état sont les thèmes sur lesquels le plaidoyer a été orienté (voir résultat 2, page 9 pour les descriptions des activités).

⁵ Le conseil consultatif était installé avec retard par le partenaire ; pendant la phase II du projet, nous allons nous appuyer plus sur ce conseil consultatif provincial.

⁶ Les comités de suivi sont sur terrain, pendant que le conseil consultatif est plus à Goma avec certains membres en provenance de la ZP.

Défis et mesures de mitigation *Décrivez les défis que vous allez rencontrer au cours de la mise en œuvre du projet et les mesures que vous avez prises pour mitiger les effets négatifs de ces défis (max 200 mots).*

1. Résistance des acteurs clés (leaders communautaires à la base, les autorités politico administratives,..) aux processus de dialogue, basé sur l'expérience d'avoir organisé plusieurs dialogues qui n'ont rien donné de positif.
Mitigation : mis en application des stratégies d'engagement politique avec les partenaires et le Secrétariat Technique. Nous avons obtenu leur adhésion, attestée par l'engouement des autorités locales dans la participation à tables rondes.
2. Le manque d'intérêt des groupes armés dans la mise en œuvre du plan d'action de Bashali, qui rendrait impossible le plaidoyer en faveur de la sécurisation de populations civiles et des retournés.
Mitigation : la responsabilisation du groupe d'ex combattants/pasteurs, la commission de pacification de Bashali, et des leaders de communautés à faciliter le plaidoyer.
3. La recrudescence de l'insécurité et des mouvements de populations.
Mitigation : l'analyse rigoureuse du contexte sécuritaire et la prise de mesures adaptées, ainsi que les analyses participatives du contexte et des conflits à réaliser dans le Bwito, réduiraient le risque sécuritaire.
4. La détérioration du climat politique Congolais à la suite des échéances électorales pour l'année 2018 et le retard dans la mise en place des institutions.
Mitigation : Le GPPM et les structures à la base avaient sensibilisé des acteurs négatifs (acteurs politiques, autorités administratives et coutumière qui refusaient le processus de dialogue). Et la seconde phase va bâtir sur les acquis de la première phase en comptant sur les fils et filles de la zone prioritaire pour mobiliser leur remplaçant.

Coordination *Rapportez les défis/faiblesses et/ou les points de force en matière de coordination dans le consortium tels que décrit par vos partenaires (max 200 mots).*

Défis :

- Faible niveau de planification de certaines activités des partenaires d'autres consortiums qui ne nous est pas partagé à temps, créant ainsi une mauvaise coïncidence ou les deux consortiums a organisé deux activités avec les mêmes cibles pendant les mêmes jours.
- Certains sites où le projet intervient ne sont pas couverts par les autres partenaires, créant un gap dans les activités à charge d'autres consortiums (par exemple Bambu-Tongo, Bwalanda-Kibirizi et Kikuku-Kanyabayonga)

Forces :

- Appui d'UAS/STAREC pour coordonner
- Réunions de coordination régulière avec les partenaires de mise en œuvre
- Réunions avec des autres consortiums pour évaluer les activités réalisées, tirer des leçons et identifier des défis et les mesures de leur mitigation avant d'actualiser la planification de la période suivante, par exemple sur l'harmonisation des activités et stratégies d'interventions et échange des informations sur les interventions des partenaires alignés

Encrage institutionnel : *Décrivez les mesures que vous avez prises pour assurer la pérennisation du projet à travers l'encrage institutionnel dans cet objectif spécifique. En particulier, prière de faire référence à la stratégie des compacts (si pertinent dans votre projet) (max 200 mots).*

Le consortium a continué à impliquer et responsabiliser à tous les niveaux toutes les autorités coutumières des structures communautaires de paix à la base dans la mise en œuvre des plans d'actions (par exemple les sept chefs de groupement, les chefs de chefferie et les délégués résidents du gouverneur font partie du CEI de Bwito et de Bashali).

Les structures, comme le CEI, responsabilisent des représentants des groupes ethniques et membres de la société civile de prendre le lead pour les discussions, les échanges/analyses du contexte/conflits et les questions liées au genre et en définissent des actions/réponses concertées et concrètes.

Nous avons mis en place des comités du suivi des plans d'action, qui implique bien les autorités étatiques, par exemple :

- Niveau base, les CPDG (Comité de Paix et Développement du Groupement) Kaembe et Mokoto, le CLPD (Conseil Local de Paix et de Développement) de la chefferie, accompagnent la mise en œuvre du plan d'action de Bashali ;
- Niveau provincial, les ministères du plan et de l'intérieur, accompagnent la mise en œuvre du plan d'action de Bashali ;
- Niveau national, le GPPM (appuyé par une commission de notables du Nord Kivu) accompagne la mise en œuvre du plan d'actions de Bashali.

Questions de genre : *Décrivez comment les questions genre ont été traitées dans cet objectif spécifique (max 200 mots).*

Les questions genre ont été traitées lors des réunions des mécanismes de dialogue. Comment le conflit affecte différemment les femmes par rapport aux hommes et aux jeunes était discuté et analysé pendant le RAP où il était observé que les femmes sont les victimes des agressions, kidnappings et tracasseries de hommes en arme sur les routes et dans les champs plus que les hommes. Les formations qui ont été dispensées ont consacré de thèmes spécifiques au genre (par exemple : intégration du genre dans la gestion/transformation des conflits ; prise en compte du genre dans la stabilisation de la ZP au tour de Kitshanga ; lien entre la sensibilité au conflit et le genre dans la consolidation de la paix). Le consortium a défini des actions pratiques et des critères de ciblage avec les structures communautaires et les parties prenantes pour une participation plus inclusive. La participation des femmes dans les mécanismes de dialogues communautaires est passée de 31,7% à 46% au cours du projet. Le pourcentage des femmes membres des dialogues a augmenté par 5% de 52% à 57% ; 31.8% des participants des tables rondes étaient femme et 14% jeunes (filles et garçons).

Leçons apprises : *Décrivez les leçons apprises dans la mise en œuvre de cet objectif spécifique, y compris les éléments innovants (max 200 mots).*

- L'approche bottom-up et top-down a permis un rapprochement entre les communautés à la base, les acteurs influents délocalisés et les autorités. D'après un acteur de Bwito du comité de suivi "nous sommes très contents de voir que les discussions à la base sont prises en compte par les deux autres niveaux ; provincial et national. Cela nous donne le courage d'aller de l'avant dans la stabilisation pour l'intérêt de nos communautés".
- La responsabilisation des autorités dans la conduite de certaines activités facilite leur implication dans le projet et les rendent acteurs incontournables de la stabilisation. Par exemple dans le processus de l'amélioration de l'accès à la terre, les autorités provinciales et nationales s'impliquent activement, par exemple comme modérateurs des ateliers. Ils amènent une crédibilité au processus et augmentent leurs niveaux de la confiance et des capacités de jouer leur rôle en facilitant la transformation du conflit.
- La responsabilisation des structures communautaires comme le GPPM et le comité de pacification dans la réalisation des activités clés a contribué à une forte mobilisation, participation et engagement des acteurs clés au niveau provincial et national dans le processus de la stabilisation.

Histoires de succès : Partagez vos histoires de succès qui peuvent être inclus dans le système de rapportage du Secrétariat Technique/PBSO (max 200 mots).

Un jeune Hunde démobilisé de Bashali raconte que depuis le début du projet dans le Bashali, il a été très sceptique et a été parmi les jeunes qui ont écrit au Gouverneur lui demandant de le désapprouver. Il a refusé de participer dans la table ronde car il savait que c'était « une opportunité de mettre en cause le pouvoir coutumier...et de ramener de population Tutsi du Rwanda comme de pseudo réfugié ». Mais il a eu à lire l'acte d'engagement et de là était motivé de participer à la vulgarisation de résultats, à travers laquelle, il s'est rendu compte que « la table ronde était une occasion de redéfinir des nouvelles bases, une nouvelle voie pour la stabilisation et le développement de chefferie de Bashali ».

Avant le projet, c'a existé un climat de méfiance et des affrontements entre les communautés. Les individus de communautés différentes ne pouvaient pas partager un repas ensemble, et les villages sont construits selon des appartenances ethniques. Mais avec les efforts du projet, une confiance intercommunautaire véritable est construite ; lors de la dernière élection, à Kitshanga, la majorité Hutu a voté pour un député Hunde à cause de ses qualités sans tenir compte son ethnité.

PARTIE 2 – PERCEPTIONS D'IMPACT

2.1 Sur la base des changements qui se sont produits au niveau de chaque composante (produits et résultats dans chaque objectif spécifique), quel type d'impact au niveau de projet vous pensez avoir atteint ? *Max 300 mots*

Le rapprochement des communautés ethniques est désormais effectif à travers entre autres des travaux communautaires menés conjointement entre les jeunes Hutu et les jeunes Nande d'une part, et d'autre part, les infrastructures sociales de base (écoles, marchés, formations médicales) sont désormais partagées entre membres des communautés ethniques. Grâce au projet, la libre circulation des personnes et de leurs biens a été restaurée dans les deux chefferies ciblées. Par ailleurs, les tendances mono-ethniques qui caractérisaient les villages de Bwito au début du projet ont cédé la place à une cohabitation pluri ethnique. La chefferie de Bwito est redevenue opérationnelle tandis que les différentes écoles qui étaient déjà délocalisées ont rouvert leurs activités dans leurs anciennes installations.

Réduction de la culture de violence et généralisation des faits : A début, à Bwito, les forfaits commis étaient d'emblée à tort ou à raison portés par l'ensemble des membres de la communauté du bourreau, et a contribué à la recrudescence des violences. Grâce à l'esprit d'analyse introduit à travers les structures communautaires et à travers différentes activités de dialogue, les réactions face aux forfaits changent progressivement. Au courant de cette année 2018, un commerçant de la communauté Nande et président du marché de Kibirizi fut tué dans l'espace Kikuku-Bwalanda, et les gens pensaient que Bwito retournait à la case départ, mais curieusement, toutes les communautés comme un seul homme ont procédé à des analyses très fouillées et ont compris qu'il avait un conflit foncier avec l'un de ces membres de famille qui ont payé les malfaiteurs pour réaliser ce crime. Et en voulant savoir les auteurs, la population de Kikuku avait présumé un groupe Nyatura non structuré et par la suite toute la communauté Hutu de Kikuku ont contribué et accompagné les FARDC dans l'arrestation des présumés bandits et qui avait avoué être payé.

Certains membres des groupes armés sont prêts à démobiliser à cause de la sensibilisation faite via la commission de pacification, le groupe des pasteurs et les structures communautaires : Par exemple dans la chefferie de Bashali, certains membres du groupe armé Bohoza se sont rendus et 12 armes ont été remises à une équipe SOKOLA 2 en présence du Mwami de Bashali.

Dans le Bwito grâce à la sensibilisation faite par le NPRC à rapporter 26 membres d'un groupe Mai-Mai qui opéré sur les axes ; Kashalira, Kirima, qui se sont rendus auprès des FARDC à Nyanzale après plusieurs séances de sensibilisation de ce dernier. L'encadrement des ex-combattants et jeunes à risque joue un

rôle important dans la sensibilisation des jeunes de désolidarisé des groupes armés et reste une préoccupation majeure dans la suite des activités de sensibilisation des groupes armés.

2.2 Sur la base des preuves/données fournies par les indicateurs au niveau des résultats et produits dans chaque composante (objectif spécifique), comment et jusqu'à quel point est-ce que vous estimez que le projet dans son ensemble est en train d'influencer les dynamiques de conflit sur lesquelles il est supposé intervenir ? *Max 300 mots*

- L'approche participative a permis le projet de focaliser sur les issues prioritaires pour les différentes communautés de Bashali et Bwito. A travers le processus RAP, ces communautés ont élaboré une vision collective pour leurs villages basés sur une nouvelle cadre d'analyse, qui a renouvelé leur engagement dans la stabilisation. Le projet a créé des nouvelles opportunités pour ces communautés d'échanger et construire une confiance entre eux, par exemple en utilisant les nouvelles routes réhabilitées par le projet. L'approche « restauration de l'état » du projet a obligé une forte implication des autorités de chaque niveau qui a contribué à une nouvelle culture de confiance et de la redevabilité auprès les communautés (par ex : la sollicitation des inputs communautaires pour le plan d'action).
- La forte implication des acteurs au niveau provincial et national a provoqué un changement dans les dynamiques plus large qui contribuent à la prolongation du conflit dans la zone. Avec le GPPM, nous avons réussi d'effectuer un changement de comportement parmi certains grands concessionnaires dans la zone, sans lesquelles il n'y aura pas aucun changement transformative ou durable dans le conflit sur l'accès à la terre. Le changement à ce niveau à créer des nouveaux espaces et opportunités pour changement au niveau locale, par exemple pour certains leaders locaux pour lesquels « le cout » personnelle, politique et économique de la paix a diminué. Certains sujets à conflits trouvent de solution immédiate et rapide au niveau locale, sans rebondir jusqu'au niveau provincial et voir national. Les leaders ont eu aussi des espaces neutres pour parler de la stabilisation dans leurs entités d'origine.
- Grace aux activités de sensibilisation, le projet a contribué à la démobilisation de certains éléments des groupes armés même dans une période pré-électorale. Le fait que l'état a donné la permission au projet de travailler dans une manière participative sur cette issue très sensible représente un changement d'attitude important et une opportunité significative de renforcer le processus de DDR dans la zone pour qu'ils se soient rendus plus durable.

PARTIE 3 - ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DU PROCESSUS DE GESTION

Le budget du projet avec deux onglets doit être joint en annexe pour compléter cette partie du rapport.

Le premier onglet reprend le budget détaillé de l'ensemble du projet avec deux colonnes supplémentaires ; La première colonne supplémentaire montre la dépense réelle, et la deuxième colonne supplémentaire fournit le pourcentage de la dépense selon le budget prévu.

Dans la colonne narrative du budget détaillé, le partenaire fournira des explications seulement au niveau des résultats, pour expliquer la variation entre les dépenses réelles et les dépenses prévues.

Par exemple : s'il était prévu de tenir trois ateliers au cours de la période de rapportage et le projet en a mené qu'un seul à cause de la situation sécuritaire, cela devrait être expliqué dans la partie narrative, pour que le ST puisse comprendre la variation entre le budget prévu et le budget exécuté.

Le deuxième onglet reprend le budget récapitulatif du projet, et ceci permettra au ST de déterminer la variation entre dépenses réelles et dépenses prévues et le pourcentage du budget dépensé, sur la base des

catégories GMS et afin de déclencher le déboursement pour la prochaine tranche. Ceci sera déboursé si le 80% de la tranche précédente a été dépensé.

Des instructions plus détaillées seront fournies dans l'annexe budgétaire, qui sera envoyé au PMO par le ST.

3.1. Commentaires sur l'état général des allocations budgétaires	Etat
	X

En cochant la case dans le tableau à coté, veuillez indiquer si les dépenses liées au projet sont en phase (vert plus de 80%), en retard (rouge moins de 60%), ou en décalage (jaune entre 60-80%) avec les allocations budgétaires initialement prévues :

Si les dépenses sont en retard (rouge) ou en décalage (jaune), veuillez expliquer brièvement (max 150 mots).
Le projet dans sa planification globale, c'est-à-dire les dépenses liées aux activités et coût opérationnel a été utilisé à 98%. Toutes les activités ont été réalisées telle que planifiée sauf pour deux activités importantes de plaidoyer et sensibilisation des groupes armés avec l'équipe des pasteurs et la commission de pacification que Pole Institute n'a pas réalisés pendant ce dernier trimestre ; ce montant va être remboursé au PNUD parce que l'extension sans coûts a pris fin le 31 décembre 2018 et un nouveau contrat pour l'extension avec coûts de ce projet a commencé le 01 janvier 2019. Il faut signaler que la phase II va être la suite des activités inscrites dans les deux plans d'action orientée vers l'accès à la sécurité, la terre, la restauration de l'autorité de l'état et la poursuite du rapprochement communautaire.

3.2. Progrès sur l'utilisation des fonds par résultat et produit⁷.

Veuillez fournir votre budget détaillé en pièce jointe en le remplissant comme expliqué par le Secrétariat Technique lors de la présentation sur ce modèle de rapport.

Le budget détaillé est en annexe de ce rapport narratif final

3.3. Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre

Veuillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l'efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d'autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d'appui, les quelconques activités de capacitation, l'utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veuillez également mentionner les changements éventuels apportés au projet (quel type et quand), ou si des changements sont envisagés pour le future proche (max 300 mots):

⁷ Veuillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l'Agent Administratif.

Le projet qui a commencé avec des sérieuses difficultés d'ordre sécuritaire liées à des enjeux politiques a finalement pris un bon élan dans sa mise en œuvre sur terrain, en particulier pendant le troisième trimestre de son début où le projet a pris une vitesse importante. Une coordination cohérente et un appui conseil conséquent pour aller de l'avant a été donné surtout par le secrétariat technique, qui nous a beaucoup soutenu et aider à débloquer les obstacles techniques et politiques qui empêchait le bon déroulement de la mise en œuvre du projet, mais aussi à trouver des pistes de solutions viables et réalistes. Avec le secrétariat technique, nous avons collaboré avec les autres projets dans la zone, notamment l'intervention UNHABITAT dans le volet gouvernance foncière (financé par ISSSS) et GIZ pour assurer une harmonisation des approches et pour éviter des duplications des efforts. Dans une stratégie de bas en haut et de haut en bas le projet à mener des analyses participatives sur terrain qui ont conduit à identification des vrais problèmes des conflits, à l'identification des acteurs et facteurs des conflits. Le projet a utilisé les stratégies d'engagement politique en travaillant directement et indirectement avec un nombre important d'acteurs clés d'influence positive et négative au niveau local, provincial, national et régional pour élargir son réseau d'acteurs de changement positif capables de trouver des solutions durables aux conflits pour une véritable stabilisation de la ZP au tour de Kitshanga. Pour la prochaine phase du projet nous allons bâtir sur la fondation existante de la première phase. Les interventions vos tourné plus vers la continuité de la mise en œuvre des plans d'action de Bashali et Bwito focalisant sur l'accès à la terre, sécurité, restauration de l'autorité de l'état et rapprochement communautaire.

PARTIE 4 – EVALUATION DU RAPPORT

Fiche d'évaluation du rapport*A compléter par le Secrétariat Technique*

OS	Critères d'évaluation	Evaluation et recommandations	Note
PARTIE 1 – LES PROGRES			
1	Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« évidence ») qui dérivent aussi des données collectées		
	Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité		
	L'état d'avancement du projet est comme prévu		
	Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc) sont traités d'une façon claire et pertinente		
2	Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« évidence ») qui dérivent aussi des données collectées		
	Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité		
	L'état d'avancement du projet est comme prévu		
	Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc) sont traités d'une façon claire et pertinente		
3	Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« évidence ») qui dérivent aussi des données collectées		
	Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité		
	L'état d'avancement du projet est comme prévu		
	Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc) sont traités d'une façon claire et pertinente		
4	Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« évidence ») qui dérivent aussi des données collectées		
	Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité		

	L'état d'avancement du projet est comme prévu		
	Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc) sont traités d'une façon claire et pertinente		
5	Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« évidence ») qui dérivent aussi des données collectées		
	Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité		
	L'état d'avancement du projet est comme prévu		
	Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc) sont traités d'une façon claire et pertinente		
PARTIE 2 – PERCEPTIONS D'IMPACT			
1	Les changements au niveau d'impact sont logiquement déduits sur la base des preuves fournies au niveau des produits et résultats des différentes composantes (objectifs spécifiques).		
2	Les changements des dynamiques de conflit sont logiquement déduits sur la base des preuves fournies au niveau des produits et résultats des différentes composantes (objectifs spécifiques).		
PARTIE 3 : ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DU PROCESSUS DE GESTION			
1.	Les dépenses actuelles justifient les progrès envers l'atteinte des produits/résultats escomptés		
2.	Les dépenses non-conformes au budget planifié sont justifiées correctement dans la section narrative sur le budget		
3.	Le taux de mise en œuvre est au moins de 80% permettant de déclencher la mise à disposition de la prochaine tranche.		
NOTE GLOBALE QUALITÉ DU RAPPORT			
Commentaires généraux			

ANNEXES – CADRE LOGIQUE

(Prière d'annexer le file Excel)

Notes sur le cadre logique (si nécessaire).

A compléter par le partenaire.